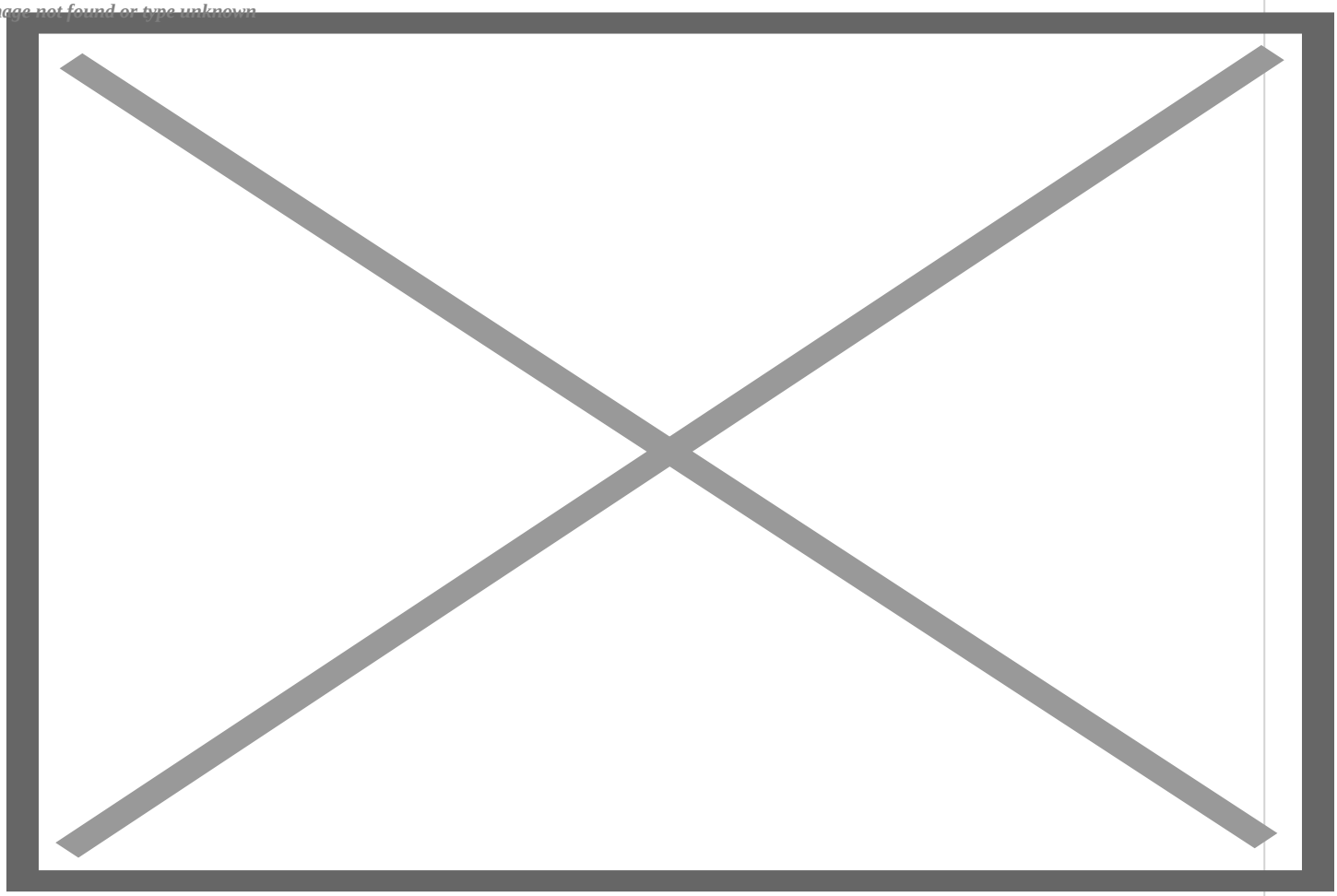
Confirmation des massacres perpétrés par le régime de facto dans des localités boliviennes

Image not found or type unknown



La Paz, 19 août (RHC) Des enquêtes d'une institution indépendante de l'État bolivien ont confirmé une vérité à laquelle d'autres sont parvenus bien avant : en novembre 2019, les auteurs d'un coup d'État ont massacré la population.

L'enquête du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI-Bolivie) a constitué une nouvelle preuve de cette dévastation dont les coupables ne paient pas encore aujourd'hui, ont commenté des

autorités comme le président Luis Arce.

Le rapport présenté mardi a confirmé les allégations des victimes de la répression contre les protestations des opposants au coup d'État qui a chassé du pouvoir le président Evo Morales, et des institutions en place après les élections d'octobre 2020.

La déclaration du CIEI a apporté la preuve des tortures, des persécutions, des détentions illégales, des manifestations de racisme et des graves violations des droits de l'homme fondamentaux, causées par la rupture de l'ordre constitutionnel.

Les médias locaux ont accordé une large place au rapport du GIEI, qui a enquêté sur les faits pendant huit mois, à travers des entretiens avec 400 personnes, l'analyse de 120000 dossiers et témoignages d'organisations sociales.

Le document a confirmé que les tirs qui ont fait 38 morts et des dizaines de blessés lors des actions répressives contre les manifestations de novembre 2019 provenaient des forces armées et de la police.

Des membres du Groupe interdisciplinaire ont également présenté à la population de Senkata le rapport sur les massacres commis en 2019 par le gouvernement de facto dans cette localité de la municipalité de Alto, comme il l'a également fait dans celle de Sacaba, dans le département de Cochabamba.

'L'hommage que nous pouvons faire est de venir partager avec vous le travail après avoir entendu vos récits, consulter des documents, étudier des dossiers et lire toutes les informations des différentes sources', a déclaré Patricia Tappatá, membre du GIEI.

Les militaires ont fait 10 morts et 78 blessés à Senkata, en usant de la force de manière disproportionnée en novembre 2019, précise le document porté par l'experte, avec des collègues du Groupe comme Jaime Vidal et Julián Burger.

Le rapport rappelle que le décret suprême 4078 du gouvernement de facto dirigé par la présidente de facto Jeanine Áñez a autorisé une opération le 19 novembre 2019, qui protégeait les policiers de toute responsabilité pénale.

La présentation de ce document a eu des répercussions sur les secteurs populaires et les institutions comme le Bureau du Procureur, qui, après l'avoir reçu, a offert son appui en menant des enquêtes sur les allégations de violences commises pendant le coup d'État.

L'organe judiciaire a ajouté qu'il procéderait pour rendre justice et éviter l'impunité. 'Notre engagement en tant que ministère public est de trouver la vérité', a assuré le procureur général, Juan Lanchipa.

Le secteur de la presse a annoncé qu'il engagerait des poursuites judiciaires contre les agressions de journalistes nationaux et étrangers et des médias lors des actions violentes de 2019.

Le secteur de la presse a annoncé qu'il engagerait des poursuites judiciaires contre les agressions visant des journalistes boliviens et étrangers et des médias lors des actions violentes de 2019.

Le rapport du GIEI sur ces faits nous permet de telles mesures contre ceux qui ont voulu nous faire taire, a ajouté la Confédération syndicale des travailleurs de la presse.

La répression contre les communicateurs a été exercée non seulement par les autorités, mais aussi par des civils qui ont assumé des fonctions officielles, a souligné l'exécutif de cette organisation, Héctor Aguilar.

Les enquêtes ont révélé des actes de violence contre 58 journalistes et elles incluent un rapport de l'Association nationale de la presse qui a enregistré des agressions contre 76 journalistes et 14 médias

en octobre et novembre 2019. De leur côté, la population s’est félicitée du rapport, tandis que les victimes de la violence à Senkata et Sacaba réclamaient justice pour leurs 38 morts.

Je n’oublie ni ne pardonne. Les morts ne ressuscitent pas'; 'Ce n’est pas la vengeance, c’est la justice'; 'Ce n’est pas la fraude, c’est le coup'; 'Mémoire, vérité et justice'; 'Sacaba et Senkata ne s’oublient pas', récitaient des affiches exposées lors de la présentation du rapport.

Le secrétaire exécutif du Groupe indépendant, Jaime Vidal, a déclaré qu’après la remise du document de son institution, la Bolivie doit appliquer la loi et dédommager les victimes pour parvenir à un contexte de réconciliation.

'L’idée principale que nous nous avons retenue est que le pays marche vers la vérité et avance avec ce précédent et le besoin effectif de justice, a souligné l’expert.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/267468-confirmation-des-massacres-perpetres-par-le-regime-de-facto-dans-des-localites-boliviennes

Radio Habana Cuba